

Écrit par GA/HPN

Jeudi, 27 Novembre 2014 08:38



La plateforme des syndicats d'enseignants dénoncent la décision du ministre de l'éducation nationale, Nesmy Manigat, de ne plus payer les professeurs du secteur public pour les corrections et surveillances des examens officiels, a constaté Haïti Press Network.

Les syndicalistes sont montés au créneau ce mercredi 26 novembre pour critiquer cette nouvelle mesure adoptée par le ministère de l'éducation nationale qui, selon eux, est injuste et arbitraire.

Pour le coordonateur du Groupe Initiative des Enseignants de Lycée (GIEL), Leonel Pierre cette décision de ne plus rémunérer correcteurs et enseignants s'apparente à de l'esclavage.

Alors que le ministre de l'Education Nationale avait confirmé que cette mesure découlait d'une entente trouvée entre le MENFP et les syndicalistes, le secrétaire général du Corps National des Enseignants (CONEH), Paul Saint-Preux a dit le contraire.

"Ce n'est que par voie de presse qu'on a pris connaissance de cette décision", a déclaré Monsieur Saint-Preux.

Invitant le ministre Manigat à revenir sur sa décision, Paul St-Preux prévient que cette mesure

Écrit par GA/HPN

Jeudi, 27 Novembre 2014 08:38

visant à ne plus payer les correcteurs et les surveillants risquerait d'avoir de graves conséquences sur les prochains examens officiels.

Mécontents, les syndicalistes entendent faire représailles. Ils annoncent la rupture de la trêve observée depuis le mois de novembre de l'année dernière et la reprise de leur mouvement de grève à partir du 13 janvier 2015 en vue de forcer l'Etat à respecter ses engagements.

GA/HPN